



# Pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la protection sociale



## GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE ET DANS LA FONCTION PUBLIQUE MARDI 18 MARS À L'APPEL DE FSU, CGT, FO, SOLIDAIRES

### 50 milliards de réduction de la dépende publique, qu'est-ce que c'est ?

→ Budget 2014 de l'Éducation  
Nationale, hors pensions :  
**45 milliards.**

→ Dépenses de prestations sociales  
en 2012 :  
branche maladie **150 milliards**,  
branche vieillesse **102 milliards**,  
branche famille **40 milliards.**

→ Dépenses hôpital public en 2011 :  
**59 milliards.**

→ Budget de l'État en 2014 :  
**14 milliards d'économies** par  
rapport au budget 2013 (une  
réduction historique), avec entre  
autres traductions la **suppression de  
2 144 emplois de fonctionnaires.**  
Combien de suppressions  
supplémentaires avec 50 milliards ?

→ En 2013, les entreprises du CAC40  
ont distribué **43 milliards** à leurs  
actionnaires en dividendes ou rachat  
d'actions, une augmentation de 4%  
par rapport à 2012, alors même que le  
bénéfice net de ces entreprises a  
chuté de plus de 9% par rapport à  
2012...

*La récente décision du Président de la République -au nom de la compétitivité et de la lutte contre le chômage- d'engager un pacte de responsabilité visant à alléger les charges des entreprises via la suppression progressive des cotisations patronales de la branche famille d'ici 2017, a été immédiatement saluée par le MEDEF. Si le MEDEF s'est félicité de cette diminution des « charges », il a aussi laissé entendre qu'il faudrait aller plus loin et il a clairement indiqué qu'il n'entendait pas s'engager sur des contreparties en termes de créations d'emplois. Cette dernière exigence du MEDEF est en passe d'être exaucée avec la signature, le 5 mars, d'un accord entre les représentants patronaux et les syndicats « d'accompagnement » (CFDT-CGC-CFTC), renvoyant le chiffrage des créations d'emplois à des discussions dans les branches professionnelles. De plus en plus de voix s'élèvent aujourd'hui pour dénoncer ce marché de dupes. Car c'est un nouveau chèque en blanc, de plus de 30 milliards, après celui du CICE (20 milliards), que François Hollande s'appête à faire aux entreprises pour des résultats plus qu'incertains. Nul doute par contre sur le fait que l'engagement du Président à réduire la dépense publique de 50 milliards d'euros d'ici à 2017 placerait inéluctablement et durablement le pays dans l'impasse de l'austérité.*

*Car cette politique d'austérité n'a conduit qu'à l'augmentation du chômage et des inégalités, sans assainir les finances publiques. La dépense publique (Services Publics, protection sociale) constitue un élément essentiel de la redistribution des richesses, la contraindre plus encore conduirait à creuser davantage les inégalités. Poursuivre dans la voie de la fragilisation des Services Publics conduirait à une nouvelle détérioration des conditions de travail des agents et du service rendu au public. Instaurer la modération salariale en lieu et place d'une politique de relance ne peut que contraindre la demande et empêcher toute reprise. C'est ce que nous devons faire entendre, il n'est pas trop tard. La grève du 18 mars est à ce titre essentielle pour engager un mouvement social porteur d'alternatives de progrès et de sortie de crise, capable d'emporter la conviction et de gagner des avancées. L'appel à la grève unitaire FSU-CGT-FO-Solidaires représente une étape importante pour faire entendre à la fois le refus des orientations économiques actuelles et que d'autres choix sont possibles : à chacun de s'en saisir. Le SNES et la FSU relèvent le défi, avec vous.*

## **Baisser le coût du travail, pour quoi faire ?**

→ **Coût du travail** : dans l'industrie manufacturière 37,07€/heure en France, 37,17€/heure en Allemagne ! Dans l'industrie et les services marchands 35,41€/heure en France, 32,68€/heure en Allemagne. Mais ces coûts ne prennent pas en compte la productivité horaire des salariés, meilleure en France. **En intégrant ce paramètre, la compétitivité des salariés français est supérieure à celle des allemands et pas si éloignée de celle des salariés chinois...**

→ En revanche, la question du **coût du capital** n'est jamais abordée. Pourtant, la part des dividendes versés aux actionnaires dans les entreprises non financières ne cesse d'augmenter depuis le début des années 80, si bien qu'elle représente aujourd'hui **100 milliards** de plus par an, ce qui pèse bien évidemment sur la compétitivité de nos grandes entreprises...

→ Quelle urgence y a-t-il alors à vouloir mettre en place une nouvelle réduction des cotisations patronales si ce n'est pour satisfaire aux exigences du MEDEF ? **Les difficultés des entreprises ou de l'artisanat sont essentiellement liées à la hausse du chômage et à la modération salariale qui compriment la demande et donc l'activité. Les politiques d'austérité, dans lesquelles s'inscrit le Président Hollande, entretiennent et accentuent ces difficultés**, nous devons faire entendre qu'elles doivent être abandonnées.

## **→ Conditions de travail : Rentrée 2014, aucune amélioration et de nouvelles dégradations. Rentrée 2015, des menaces !**

Dans l'Éducation, une fois de plus, la rentrée sera particulièrement difficile. De nouvelles dégradations se profilent, bien loin des améliorations nécessaires et attendues. Le Recteur propose de traduire la dotation académique (retrait de 13 emplois) par la suppression de 28 postes en établissements : 15 en collège -35 suppressions pour 20 créations-, 6 en lycée -19 suppressions pour 13 créations-. Une fois de plus les établissements seront déstabilisés par des retraits de postes au prétexte de quelques heures manquantes pour l'exercice d'un service complet, et par des retraits de moyens au prétexte d'effets de seuil pour la constitution des classes. **Les effectifs sont bien souvent délibérément minorés par le Recteur** qui promet des ajustements en juin, dont on sait trop, lorsqu'ils sont accordés, qu'ils ne recouvrent jamais l'ensemble des besoins. Les menaces sur la fermeture d'établissements dans l'académie, dès la rentrée 2015, se font par ailleurs de plus en plus précises ! C'est bien évidemment avec force que les élus du SNES et de la FSU dénonceront et combattront en CTA cette situation en totale contradiction avec l'objectif affiché de refondation de l'école. Ils auront d'autant plus de poids que les mobilisations dans les établissements comme dans la grève du 18 mars, seront fortes pour exiger des choix de progrès pour l'Éducation, passant notamment par la revalorisation de nos professions dans tous leurs aspects, indispensable pour juguler la crise de recrutement et **donner au second degré les moyens de faire réussir tous les élèves.**

## **→ L'emploi et les salaires des fonctionnaires directement impactés par le pacte de responsabilité**

La contrepartie au pacte de responsabilité annoncée par le président Hollande tient en la promesse de réduire la dépense publique de 50 milliards d'ici 2017. Ainsi la RGPP a-t-elle été réactivée par la création du conseil stratégique de la dépense publique, qui rappelle trop son équivalent sous la présidence Sarkozy. Or cette politique est responsable depuis des années de la **baisse des salaires des agents publics (gel du point d'indice, augmentation des prélèvements), d'une réduction considérable des emplois publics et d'une dégradation importante des services rendus à la population.** Le point d'indice a perdu 13% de son pouvoir d'achat depuis son gel en juillet 2010. La dégradation du pouvoir d'achat des enseignants est considérable : pour retrouver le pouvoir d'achat d'un enseignant de 1983, le salaire d'un certifié devrait aujourd'hui être augmenté de 25% au 3<sup>e</sup> échelon, de 30% au 11<sup>e</sup> échelon... Pourtant, **le gel de l'avancement des fonctionnaires fait bien partie du panel de mesures à l'étude** et la force des démentis concernant cette « rumeur » n'est pas de nature à rassurer. L'annonce par la ministre Lebranchu d'un probable nouveau gel du point d'indice en 2015 est inacceptable. **Une nouvelle accélération de la réduction du nombre de fonctionnaires semble se profiler**, allant jusqu'à interroger l'engagement présidentiel portant sur la création de 60 000 postes dans l'Éducation au cours de la mandature...

**Sans mobilisations massives de la part des fonctionnaires contre l'irresponsabilité de ce pacte, le pire est certain !**

## **MANIFESTATIONS**

**Tulle, 10h30, place de la cité administrative**

**Guéret, 10h30, cci**

**Limoges, 10h30, place de la République**